

# Dossier : Ecosocialisme ou barbarie !

dimanche 24 mars 2013, par [NPA \(commission écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 21 mars 2013).

## Sommaire

- [Qu'est-ce que l'écosocialisme](#)
- [Redéfinir une alternative au](#)
- [Répondre à la crise climatique](#)
- [Leur écologie et la nôtre](#)
- [La transition énergétique](#)
- [La question agricole : gaspill](#)

Eliminer tout ce qui pourrait nous nuire, instaurer de nouveaux modèles de société qui ne soient plus basés sur l'exploitation et l'aliénation, rechercher le bonheur, n'est-ce pas là ce qui motive tous les anticapitalistes ?

L'exploitation capitaliste revêt de multiples formes. Qu'elle s'exerce sur les lieux de travail ou à domicile, qu'elle soit pratiquée par les États ou par des firmes multinationales, qu'elle s'opère sur les hommes, les femmes, les enfants, les animaux ou sur la nature, l'exploitation est inscrite dans les fondements même du capitalisme.

Seule une augmentation coûte que coûte des profits, et donc de la rentabilité et de la compétitivité, peut permettre au système capitaliste de survivre. Cette logique de croissance infinie de la production ne peut que mener à une exploitation de plus en plus destructrice. La classe dominante n'a que faire de la dégradation des conditions de vie de l'immense majorité des êtres humains et de la destruction progressive de la biosphère.

Lutter contre le capitalisme implique de prendre en compte toutes ces formes d'exploitation et oblige à investir tous les terrains où elles s'exercent. Sortir de ce système est maintenant une urgence absolue, à l'heure où nous assistons au réchauffement climatique, et à ses conséquences catastrophiques, et à un écocide tel que la Terre n'en a pas connu depuis la disparition des dinosaures. L'écosocialisme permet de répondre à cet impératif.

## Qu'est-ce que l'écosocialisme ?

Nous reprenons l'explication de Michael Löwy [1] : « *C'est un courant de pensée et d'action en rupture avec l'idéologie productiviste du progrès (dans sa forme capitaliste et/ou bureaucratique) et opposé à l'expansion infinie d'un mode de production et de consommation destructeur de la nature (...) C'est une tentative originale d'articuler les idées fondamentales du socialisme marxiste avec les acquis de la critique écologique* ».

Être écosocialiste c'est faire le lien entre la transformation des rapports de production, de l'appareil productif, des modèles de consommation dominants et la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète. En effet, l'affaire climatique nous rappelle qu'aucun projet émancipateur ne peut faire l'impasse sur la prise en compte des limites et des contraintes naturelles.

Être écosocialiste implique de poser les bonnes questions. Celles proposées par Daniel Tanuro [2] sont fondamentales :

- de quels biens et services avons-nous besoin ?
- que devons-nous produire, comment, en quelles quantités ?
- qui va décider ?
- dans quel environnement voulons-nous vivre ?
- comment prendre en compte les impacts de nos choix sur la biosphère ?
- quelles seront les conséquences de ces choix, comment les gérer ? etc.

### **Qui dirige ?**

Nous ne pouvons faire l'impasse sur ces questions qui posent la nécessité d'une transformation radicale de la société et la redéfinition d'un nouveau projet, d'un choix de civilisation et osons le mot, d'une nouvelle utopie.

Être anticapitaliste ce n'est pas seulement exproprier les possédants, collectiviser les moyens de production, mettre en place la planification économique, c'est aussi prévoir le contrôle démocratique organisé pour permettre à la population elle-même de prendre les décisions qui la concernent et d'en contrôler les effets.

En aucun cas ce contrôle ne pourra être fait par l'État. L'exemple de l'URSS et de sa planification étatiste et bureaucratique nous rappelle que l'État ne peut être neutre. Seul l'exercice du pouvoir de décider, de contrôler par la population est la garantie d'une gestion réellement démocratique. Une divergence que nous avons avec le Parti de gauche de Mélenchon pour qui l'État est le garant de l'intérêt général.

---

## **Redéfinir une alternative au capitalisme**

L'analyse que nous faisons du capitalisme nous conduit à penser qu'il n'est pas compatible avec la dimension écologique de la crise.

En effet, le capitalisme cherche à faire profit de tout. De par sa propension au toujours plus de profit, il génère une accumulation de biens, de produits qu'il faut vendre, même s'ils sont inutiles, même s'ils polluent, même s'ils détruisent...

Le capitalisme cherche à faire rentrer dans la sphère marchande un maximum de biens. Même ceux qui sont indispensables à l'entretien de la vie, comme l'eau, sont sources de profit. Les multinationales de l'eau qui accaparent ce bien vital et siphonnent nos factures l'ont bien compris. C'est pourquoi, sans la suppression de la propriété privée des moyens de production, sans l'expropriation des grands groupes capitalistes, nous nous heurterons toujours à la liberté et au pouvoir des possédants, des propriétaires de capitaux prêts à produire n'importe quoi, toujours plus, où ils veulent, comme ils veulent, quand ils veulent, en fonction des profits escomptés. Les laisser faire nous conduirait à la barbarie. Nous reprenons volontiers le slogan de Rosa Luxembourg

« socialisme ou barbarie » auquel nous ajoutons le préfixe « éco » qui s'impose aujourd'hui et qui nous oblige à redéfinir un nouveau projet de société.

Voilà pourquoi nous divergeons avec les écologistes qui refusent de remettre en cause le capitalisme, de pointer ses responsabilités écrasantes dans le dérèglement social et climatique subi par la majorité des populations, et qui acceptent des arrangements avec le système. Un écologiste ne peut qu'être anticapitaliste. Tout comme un anticapitaliste ne peut qu'être écologiste.

## **Répondre à la crise climatique, sociale et économique**

L'écosocialisme repose sur la satisfaction des besoins sociaux tout en préservant l'écosystème qui permet à notre espèce d'exister. La publicité en créant des besoins artificiels n'a pas sa place dans ce système. Les vrais besoins sociaux sont ceux qui existent en l'absence du lavage de cerveaux que constitue la publicité.

De nouvelles formes de démocratie doivent émerger pour pouvoir rendre le pouvoir aux travailleurs tout en permettant à l'ensemble de la société de participer aux choix de production.

Les écosocialistes préconisent d'exproprier les grands groupes capitalistes, d'étendre les services publics aux domaines du logement, de l'énergie, de la santé, de l'éducation, des transports... pour sortir du système marchand tout ce qui est nécessaire à nos vies. Nul ne doit pouvoir faire du profit avec ce qui est indispensable à l'entretien de la vie. Le tout avec des garanties de fonctionnement réellement démocratique.

Le capitalisme est en bout de course et ne permet pas de relever les défis actuels posés par la crise climatique, sociale, économique. « Un autre monde est possible », ce slogan est plus que jamais d'actualité. La tâche des écosocialistes est de regrouper toutes celles et tous ceux qui n'ont pas renoncé à combattre le capitalisme et à fonder les bases d'une autre société fondée sur la satisfaction des besoins sociaux et non des profits d'une minorité de prédateurs, tout en prenant en compte les limites de la planète.

## **Leur écologie et la nôtre**

### **Europe écologie les Verts : de renoncements en reniements...**

EÉLV a opéré un glissement à droite en passant un accord de gouvernance avec le PS, parti social-libéral productiviste et pronucléaire, et a renié de fait une grande partie de son programme. Dans les collectivités territoriales où, depuis des années, leurs éluEs sont aux affaires avec le PS (et le FDG), ils cogèrent le système, sans heurts. Et ce ne sont pas les mesurette type Agenda 21 qui feront oublier leurs renoncements.

Mais leur participation au gouvernement Hollande a acté une étape supplémentaire dans la droitisation de leur mouvement car ils ont accepté, au nom de la solidarité gouvernementale, de la recherche de notabilité, d'abdiquer sur leurs revendications.

De la même manière qu'un réformiste pense pouvoir défendre les droits et les enjeux sociaux dans le cadre du système capitaliste, les tenants de l'écologie politique tels Cohn-Bendit, de Rugy, Duflot prétendent que le capitalisme peut relever les défis écologiques. Ils partagent les mêmes platitudes libérales que Yann Arthus-Bertrand, Nicolas Hulot et autres *businessmen* vert pâle.

Or, ce que l'on nomme le « capitalisme vert » est une arnaque. Le système les absorbe tous sans difficulté, mais sans que cela change quoi que ce soit en profondeur à sa nature et à son pouvoir de nuisance. EÉLV en arrive même à soutenir l'intervention militaire française au Mali, en refusant d'y voir une défense des intérêts géostratégiques et économiques des multinationales comme Areva. Refuser de voir que le marché est responsable et que seules des initiatives publiques, des entreprises publiques, des nationalisations par expropriations sont indispensables, c'est se bercer d'illusions et donner des coups d'épée dans l'eau. Nous n'oublions pas pour autant tous les militants et sympathisants d'EÉLV qui rejettent la dérive droitière de leur parti, avec qui nous partageons les discussions et les luttes.

### **Le Parti de gauche : des avancées mais quelle démocratie ?**

Le PG a organisé des assises sur le thème de l'écosocialisme. Le PG propose de réelles avancées en rupture avec le productivisme qui ne doivent pas manquer d'animer les débats au sein du FdG dominé par un PCF productiviste et pronucléaire. Si nous partageons bon nombre de constatations sur la dégradation constante de l'environnement, sur l'épuisement généralisé des ressources et sur l'exploitation commune des humains et de la nature, nous divergeons sur les propositions de sortie de la crise écologique.

Le PG recommande de partir des besoins réels de la population et de sortir de la loi du profit. Mais qui décidera des besoins ? Quelles procédures contre les tendances bureaucratiques ? Que produire ? Qui va trancher ces questions ? Pour le PG, c'est l'État qui serait le garant de l'intérêt général. On sait que ces illusions débouchent inévitablement sur une pratique parlementariste visant à prendre le contrôle de l'État, une voie réformiste qui n'assure en rien la sortie du capitalisme. Aucune réforme ne convaincra jamais l'armée, la police, la magistrature, les hauts fonctionnaires... de collaborer à une politique impliquant le contrôle ouvrier et citoyen généralisé.

De fait, rien n'est dit sur la nécessaire lutte anti-étatiste et antibureaucratique et les moyens d'assurer les prises de décisions par la population elle-même. Nous divergeons sur ces questions avec le PG qui défend la République avec ses colonies, son budget militaire et sa force de frappe atomique.

### **La transition énergétique : incompatible avec ce système**

L'ensemble de la classe politique cherche aujourd'hui à récupérer l'idée de la nécessaire transition énergétique. Il devient en effet évident qu'au vu de l'épuisement des énergies fossiles, des catastrophes climatiques et des pollutions massives entraînées par la surexploitation du pétrole, du gaz et du charbon, ainsi que des catastrophes nucléaires, les peuples prennent de plus en plus conscience de l'urgente et absolue nécessité de revoir nos comportements en la matière. L'énergie bon marché a permis l'essor du capitalisme industriel. En nous attaquant au secteur de l'énergie, c'est donc au capitalisme auquel nous nous confrontons.

Si tout le monde s'accorde sur la nécessité de la transition énergétique, bien des conceptions différentes se cachent derrière les discours. Pour tous les partis de gouvernement, trouver de nouvelles sources de profit immédiat et de croissance dans le cadre capitaliste est une évidence, ce qui rend bien vaines leurs incantations à la « réduction de notre consommation » ou au nécessaire « développement des énergies renouvelables ».

Leurs discours sont contredits par leur volonté affichée d'exploiter les gaz de schiste ou autres hydrocarbures non conventionnels ou encore par le renforcement de la place du nucléaire. L'augmentation continue de la production et de la consommation, inhérente à la recherche de la

croissance à tout prix, est incompatible avec une baisse de la consommation d'énergie.

Ainsi, le Grenelle de l'environnement, qui selon Nathalie Kosciusko-Morizet portait en lui une « *véritable révolution énergétique* », envisageait la production en solaire de 5 misérables TWh à l'horizon 2022 (sur les 510 TWh consommés en France). Plus grave, le schéma Négawatt repris par EÉLV et une partie de la gauche (Alternatifs, PG), n'est pas plus ambitieux en la matière. Et ce n'est pas mieux pour l'éolien. Quant à la « *sobriété énergétique* », c'est devenu une véritable tarte à la crème qui ne résiste pas aux chiffres réels de consommation dont la hausse ne se dément pas.

### **Transition ou loi du profit, il faut choisir !**

Il est révélateur que, mis à part dans le plan de sortie du nucléaire en 10 ans proposé par le NPA [3], aucun mouvement politique ne propose le moindre plan chiffré, ni pour le développement des énergies renouvelables ni pour la décroissance de notre consommation. Il est bien évident que nous qui voulons renverser le capitalisme, nous pouvons nous exprimer sans tabous et sans censure, notre parole n'étant pas bridée par la compatibilité avec la recherche du profit.

C'est pourquoi les écosocialistes révolutionnaires osent proposer l'expropriation sans indemnité ni rachat des grands groupes de l'énergie, l'exploitation exclusivement publique de la ressource énergétique, des unités de fabrication à la distribution, sous contrôle absolu des travailleurs du secteur et des usagers. Nous proposons également la plus large relocalisation possible de la gestion de l'énergie, sans renoncer à une nécessaire mutualisation de l'approvisionnement et du stockage, ni à la planification énergétique. En ce sens, les énergies renouvelables, disponibles partout et en grande quantité, sont un formidable vecteur d'expérimentation démocratique, un pont vers l'indispensable nouvelle société seule à même d'empêcher la catastrophe planétaire : l'écosocialisme.

### **La question agricole : gaspillage des terres et épuisement des sols**

L'artificialisation des terres a privé, l'an passé, l'agriculture française de 82 000 hectares de terres cultivables. Étalement urbain, infrastructures de transport, zones commerciales et grands projets inutiles contribuent à la perte de l'équivalent d'un département français tous les 7 ans. Par ailleurs, des terres ingrates mais autrefois utilisées sont abandonnées.

C'est la déprise agricole qui touche les endroits les plus inadaptés à l'agriculture intensive. Aujourd'hui, nous cultivons moins de surface que sous la Révolution française...

Le prix du foncier agricole est devenu prohibitif. Les meilleures terres sont bien sûr très convoitées, mais la spéculation est attisée par les cours soutenus des céréales sur le marché mondial et par le soutien indéfectible de l'Union européenne aux plus gros exploitants par le biais des primes. Cela empêche les jeunes paysans de s'installer, pousse à la concentration et à la désertification des campagnes.

Mais la qualité des terres n'est plus au rendez-vous. Des décennies d'agriculture intensive ont épuisé la fertilité et le potentiel productif des terres arables, amenant, petit à petit, à des rendements décroissants. Pour nombre d'agriculteurs productivistes, la terre n'est qu'un support : il suffit de « *nourrir* » les plantes à coup d'engrais et de les « *protéger* » avec des pesticides (fongicides, insecticides, désherbants...).

À cette conception à courte vue s'ajoutent des méthodes de travail catastrophiques : labours profonds, remembrement et destruction des bocages, sols nus et épandages massifs de lisier en

hiver, monoculture, disparition de la polyculture-élevage, culbutage des prairies en labours, spécialisation à outrance, élevage hors-sol, gigantisme, drainage, irrigation... La situation est alarmante.

### **Pérenniser l'agriculture et la préservation des écosystèmes**

La France est le 42<sup>e</sup> pays du monde en terme de surface mais le n°1 en Europe et le n°3 dans le monde en terme d'utilisation de pesticides. Les conséquences pour notre environnement, notre santé et la qualité de nos aliments sont gravissimes.

Pour que l'agriculture soit véritablement durable, sorte de l'impasse productiviste, il convient de réformer définitivement les pratiques agronomiques les plus néfastes. Le but est de restaurer la capacité des terres à un certain équilibre (humus, microflore et faune du sol) indispensable pour y faire prospérer harmonieusement végétaux et animaux.

C'est précisément le fondement de l'agrobiologie, seul modèle qui permette à la fois de partager l'outil agricole, la richesse produite, et d'assurer la pérennité de l'activité paysanne et des écosystèmes.

### **Dossier réalisé par la commission nationale écologie du NPA**

---

---

#### **P.-S.**

\* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 187 (21/03/13).

---

#### **Notes**

[1] Michael Löwy, Écosocialisme : l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste, éditions Mille et une nuits, 2011.

[2] Daniel Tanuro, L'impossible capitalisme vert, éditions La Découverte, 2010.

[3] <http://www.npa2009.org/content/8-pages-npa-comment-sortir-du-nucléairepdf>